



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi
Check against delivery

72^e session de l'Assemblée générale

6^e commission

Point 78 de l'ordre du jour

Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en

**Criminal accountability of United Nations officials and experts
on mission**

New York, le 6 octobre 2017

Ce document permet de se faire une meilleure idée de la manière dont les législations nationales règlent cette question, en regroupant des informations qui étaient auparavant dispersées.

2

Cependant, 57 États seulement ont fourni des renseignements depuis 2007 et 12 États ont fait usage

nous encourageons les États membres à fournir au Secrétaire général les renseignements demandés.

doit comporter une étude indépendante sur les états nationales de 20 pays représentatifs. Cette

4. Quatrièmement, des mesures devraient être prises dans chaque entité pour que les personnes qui signalent des crimes soient protégées efficacement et le système de vérification ("vetting") du personnel devrait être renforcé partout

5. Enfin, il y a lieu d'apporter une réponse cohérente et globale, qui vise tous les types de crimes et l'ensemble du personnel de l'ONU. L'accent est pour l'instant mis sur l'exploitation et les abus sexuels ainsi que sur le personnel militaire. Or, il importe que ces mesures s'appliquent également aux autres types de crimes, comme les crimes financiers, ainsi qu'au personnel civil et policier.

Monsieur le Président,

Nous nous réjouissons de poursuivre les discussions sur ce thème avec les États membres et le

In addition, this year, for the first time, a report contains a compilation of all information received from

member states since 2007.

This document, which brings together previously dispersed information, shows how national level

5. Finally, it is important to deliver a coherent and comprehensive response that covers all types of crime and all UN staff. At this point, the focus is on exploitation and sexual abuse, as well as on military personnel. These measures should be applied to other types of crimes, as well as on financial ones, and to both staff and contractors.

Mr Chair,

Switzerland and Liechtenstein look forward to continuing their cooperation with the UN and its member States.